

AP n° 2026-APC-30-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE
instaurant de nouvelles prescriptions applicables
dans le cadre des rejets atmosphériques
suite au dépôt de plusieurs porters-à-connaissance**

**SOCIÉTÉ FORBO SARLINO
sur le territoire de la commune de REIMS**

Le Préfet de la Marne

Vu le Code de l'environnement, et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2004-A-19-IC du 4 février 2004 délivré à la société Forbo Sarlino à Reims ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires pour la société Forbo Sarlino n° 2009-APC-116-IC en date du 19 août 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-APC-116-IC en date du 14 juin 2023 ;

Vu la décision préfectorale relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement en date du 20 mai 2023 ;

Vu le dossier de porter à connaissance au titre des ICPE déposé auprès du guichet unique par l'exploitant le 10 mai 2023 faisant part des modifications réalisées sur les conditions d'exploitation depuis 2009 ;

Vu la demande d'aménagement de la société Forbo Sarlino aux valeurs limites d'émissions (VLE) relatives aux NOx fixées à l'annexe II de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de 2004 ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 22 janvier 2026 ;

Vu le courrier reçu par l'exploitant le 4 février 2026 lui permettant de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 4 février 2026.

Considérant que les projets de modifications ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que les éléments transmis par l'exploitant justifient la maîtrise de l'extension de capacité de l'activité liée à la rubrique 2450-A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le passage du régime de la déclaration au régime de l'autorisation pour la rubrique 2450-A (imprimeries sur tout support, technique offset héliogravure sur ligne vinyle) n'induit pas une augmentation des rejets en flux de COV ;

Considérant que la demande d'aménagement aux Valeurs Limites d'Exposition (VLE) du paramètre NOx est accompagnée d'une évaluation des risques sanitaires sur le paramètre NOx ;

Considérant que l'augmentation dépassant en elle-même le seuil minimal de la déclaration en ce qui concerne la rubrique 2661.2 (transformation de polymères) induit moins de 10 % d'augmentation de rejets de poussières ;

Considérant que l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2009 sus-visé relatif à la limitation des déchets n'est plus adapté du fait des volumes de déchets fluctuants et de l'optimisation des filières de leur élimination ;

Considérant que l'évaluation des risques sanitaires conclut que la survenue d'un effet indésirable dû aux seules émissions en NOx de l'usine apparaît peu probable ;

Considérant que l'oxydateur thermique n'est pas assimilé à une installation de combustion du fait qu'il est chauffé en première chauffe à l'électricité et qu'il ne dispose pas de brûleurs ;

Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté préfectoral n° 2023-APC-116-IC en date du 14 juin 2023 ;

Considérant que les observations sur le projet du présent arrêté préfectoral complémentaire réalisées par l'exploitant par courriels du 19 janvier 2026 ont été prises en compte pour la rédaction finale ;

Considérant néanmoins que, bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 février 2004.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 : Objet

La société FORBO SARLINO, dont le siège social est situé 63 rue Gosset à Reims (51100), et dont le site d'exploitation est implanté à la même adresse, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations en respectant, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Abrogation du précédent arrêté préfectoral complémentaire

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-APC-116-IC en date du 14 juin 2023 est abrogé.

Article 3 : Tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-19-IC du 4 février 2004, modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-APC-116-IC du 19 août 2009, réglementant les installations exploitées par la société FORBO SARLINO SAS sur le territoire de la commune de Reims, est modifié comme suit :

« L'autorisation d'exploiter vise les installations classées dans l'établissement, répertoriées dans le tableau suivant :

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
2311.1	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.).	Lignes de traitement mécanique des fibres textiles (ouverture des balles, aiguilletage, cardage) : - Ligne 1 : 6 T/j - Ligne 2 : 5 T/j Quantité totale : 11 T/j	A
2450-Aa	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante Offset	551 kg/j (technique offset héliogravure sur ligne vinyle)	A
2450-Ba	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante. Offset	- Sérigraphie sur support textile : 2 t/j (atelier utilisant 4T/j d'encre à moins de 10 % de solvant organique - utilisation 40 j/an) - ligne d'impression HD : ~ 2 kg/j (ligne consommant 906 kg/an d'encre à l'eau contenant moins de 10 % de solvant organique sur la période de mars à décembre 2021 (un coefficient de 1/2 a été appliqué ; mode de fonctionnement de la ligne étant 224 jours/an) Quantité totale : 2,2 t/j	A
2661.1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) Procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression	<u>Ligne Textile :</u> Latexage sur fibres synthétiques (enduction d'une couche de latex pour colmatage des fibres textiles) : 9 t/j <u>Ligne PVC :</u> Ligne VH (application de couches de plastisol) : 110 t/j (⇔ quantité de matière entrante susceptible d'être traitée sur la ligne) Quantité totale : 119 t/j	A
1510.2b	Entrepôts couverts	Volume total entrepôts = 260 000 m³ (sur un groupe de 5 IPD hors bâtiments maintenance et administratif) Matières combustibles = 1 223 t (hors logistique) + 6 200 t (logistique) = 7 423 t	E
2661.2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) Procédé exclusivement mécanique	Découpe mécanique du produit fini : 22 t/j - ligne LVT (ligne automatisée de découpe de vinyle en dalles ou en laies) - ligne découpe manuelle	E

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
		Broyage / déchiquetage et micronisation des chutes de production produites sur site : 12 t/j Rectification au bout de la ligne vinyle (rabotage du produit fini): 0,24 t/j Total = 35 t/j	
2940.2a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque	Laquage des revêtements vinyles (application d'une couche de protection par vernissage) : 234,4 kg/j <i>Nota : quantité maximale appliquée étant de 105 t/an contenant moins de 10 % de solvant organique (un coefficient de ½ a été appliqué) ; Mode de fonctionnement : 224 jours à l'année</i>	E
1185.2a	Gaz à effet de serre fluorés	Quantité totale de fluide = 563,14 kg	DC
1978.5	Solvants organiques Nettoyage de surface	Nettoyage de surface > 2 t/an	D
2564.1c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	Nettoyage des fûts de préparation de la pâte vinyle, produit utilisé hors procédé sous vide, volume de la cuve affectée étant de : 700 litres (produit utilisé: SOLVESTER 1280 et Radia 7192)	DC
2640.b	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de)	Quantité de matière utilisée : 130 t/an sur 224 jours à l'année. Quantité totale de matières utilisées = 580,4 kg/j	D
2662.2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	4 silos de poudre de PVC de 120 m ³ chacun Volume total = 480 m³	D
2910-A2	Combustion	Chaudière process fonctionnant au gaz naturel, CH ₄ P = 1,86 MW (installation de combustion n°1)	DC
		Chaudières process fonctionnant au gaz naturel, CH ₄ et CH ₆ de 500 kW chacune P = 1 MW (installation de combustion n°2)	DC

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
2915.2	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Température d'utilisation < au pont éclair du fluide	Quantité en circulation : - CH1 : 7000 litres - CH3 : 2000 litres - CH5 : 600 litres - CH6 : 800 litres Quantité totale = 10 400 litres	D
2925.1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') Lorsque la charge produit de l'hydrogène	Puissance totale cumulée : 170,56 kW	D
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de)	Stockage non pourvu d'une toiture et exclu de la rubrique 1510 : - benne de déchets carton/papier : 35 m ³ - benne de mandrin en carton : 35 m ³ Volume total = 70 m³	NC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets	Stockage non pourvu d'une toiture et exclu de la rubrique 1510 : - stockage palettes bois usagées en extérieur : 70 m ³ - 1 benne de bois : 35 m ³ - caisses bois usagées : 50 m ³ - stockage de palettes neuves en extérieur : 180 m ³ Volume total = 335 m³	NC
1978.3a	Solvants organiques Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative	Héliogravures sur support PVC : 2,75 t/an	NC
1978.3b	Solvants organiques Impression sérigraphique en rotative sur textiles	Impression sérigraphique en rotative sur support textiles : 1 t/an	NC
1978.8	Solvants organiques Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier	Vernis UV appliqué sur matière plastique en PVC : 1,4 t/an	NC
2560	Travail mécanique des métaux et alliages	P = 50 kW	NC
2714	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Stockage de déchets provenant de l'extérieur ~ 20 m³	NC
2910-A2	Combustion	Appareils de combustion CH4 : 676 kW CH5 : 298 kW	NC
3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques	Consommation de solvant organique ~ 7,15 t/an	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à	16 kg	NC

Rubriques ICPE			
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
	l'exclusion de la rubrique 4330		
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 ou chronique 1	3 150 kg	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 2 ou chronique 2	267 kg	NC
4718.1	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Quantité totale= 0,80 t	NC
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)	Quantité totale = 36 kg	NC
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	4 bouteilles de 10,6 m³ chacune ⇔ 0,058 t	NC
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution Stockage aérien	Cuves aériennes de FOD/ - chaudière pour bâtiment administratif : 6500 litres - chaudière du bâtiment CE : 1500 litres - gasoil pour groupe électrogène : 200 litres - réserve maintenance : 200 litres Quantité totale = 7,4 t	NC

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôles périodiques – NC : Non classable

Article 4 : Valeurs limites d'émissions (VLE) des rejets atmosphériques

L'annexe II de l'arrêté préfectoral n° 2004-A-19-IC du 4 février 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

(NB : le tableau liste les émissaires dans l'ordre des process vinyle et textile)

(NB: le tableau liste les émissaires dans l'ordre des process vinyle et textile)

Emissaire	Hauteur cheminée en m	Débit des fumées s m³/h	Nox		COV		CH4		CO		Poussières	
			Concent mg/Nm³	Flux kg/h	Concent mg/Nm³	Flux kg/h	Concent mg/Nm³	Flux kg/h	Concent mg/Nm³	Flux kg/h	Concent mg/Nm³	Flux kg/h
Chaudières process												
CH1	22	3689	150	0,6								
CH3	27	770	150	0,8								
CH4	21	603										
CH5	18	450										
CH6	22	770	150	0,8								
Ligne textile												
Cheminée principale	27	6680	500 si flux >25 kg/h		75						100 si flux < 1 kg/h	< 1
Ligne vinyle												
Gélificateur RO	15*	5 600*			110	>2						

Gélificateur RRC	20*	5 000*			110	>2						
Impression héliogravure	20**	3 000*			75	>2						
IR1, 1, Four 1, Four 2 (oxydateur thermique)	27*	17 100*	100	1,71	20	0,7	50	1,65	50	1,65	10	0,35
IR2 et gélificateur 2	11*	5 730*			110	>2						
KKA (embossage)	22,3*	5 500*			110	>2						
Hotte vernisseuse (application laque excimer)	7,3*	11 500*			100	>2						
Excimer UV 1+2	7,3*	500*			100	>2						
Hottes lampes UV 2/3/4	7,2*	2000*			100	>2						
Hotte lampe UV5	7,2*	3300*			100	>2						
Machine de lavage bennes + futs, extraction air zone de lavage	>10 m	1 750* 800* 6 500*										
Ligne HD												
Impression HD	4,9*	1 000*			75	>2						
Micronisation												
Micron.	9,7*	4 200*									100	≤1
											40	>1

(*) : données du constructeur ou de l'exploitant.

(**) : en l'absence de données fournies par l'exploitant, données issues de l'arrêté préfectoral initial de 2004 annexe II « ligne sérigraphie tête 1 à 4 impression ».

Remarque : les précisions sur mesures pour l'oxydateur ne sont pas corrigées en O² (taux d'oxygène de référence de 21%).

L'article 2.6 de l'arrêté préfectoral n° 2004-A-19-IC du 4 février 2004 est modifié ainsi :

« La teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportés les valeurs limites est de 3 % de volume pour les combustibles gazeux (installations de combustion de gaz naturel). L'oxydateur thermique du site n'est donc pas concerné par la teneur de 3 % d'oxygène

La surveillance des rejets atmosphériques des émissaires suivants est annuelle :

- ligne vinyle – sauf émissaires UV 5 et excimer 1/2 ;
- micronisation ;
- chaudières classées.

La surveillance des rejets atmosphériques des émissaires suivants est à réaliser tous les 3 ans :

- la ligne textile ;
- la ligne HD ;
- les lignes UV 5 et Excimer 1/2.

En cas de dérive, l'exploitant devra en analyser la raison et renforcer la surveillance ».

Article 5 : Limitation des émissions diffuses

L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-A-19-IC du 4 février 2004 et les articles 10 et 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-APC-116-IC du 19 août 2009 sont complétés par les dispositions suivantes :

Activités	Type d'émission	Valeurs limites d'émissions (VLE)
Cas général (article 27-7 de l'arrêté ministériel (AM) du 02/02/98)	Émissions canalisées de Composés organiques volatiles (COV)	VLEc = 110 mg/m ³ si le flux > 2 kg/h
	Émissions diffuses de COV	VLEd < 25 % de la quantité de solvants utilisés, pour une consommation en solvants ≤ 25 t/an
Ligne d'impression textile (article 30-19° de l'AM du 02/02/98)	Émissions canalisées de COV	VLEc = 75 mg/m ³
	Émissions diffuses de COV	VLEd < 20 % de la quantité de solvants utilisés, pour une consommation en solvants > 25 t/an. Sinon VLEd de 25 %
Ligne d'impression PVC (article 30-19° de l'AM du 02/02/98)	Émissions canalisées de COV	Flux < 0,5 kg/h pour une quantité annuelle de solvants consommés < 3 tonnes Voir article 10 de l'arrêté complémentaire de 2009
Impression héliogravure – ligne vinyle (article 30-19° de l'AM du 02/02/98)	Émissions canalisées de COV	VLEc = 75 mg/m ³
	Émissions diffuses de COV	VLEd = 25 % de la quantité de solvants utilisés, pour une consommation en solvants ≤ 25 t/an
Laque – ligne vinyle (article 30-22 de l'AM du 02/02/98)	Émissions canalisées de COV	VLEc = 100 mg/m ³ (application + séchage) pour une consommation en solvants ≤ 15 t/an
	Émissions diffuses de COV	VLEd < 25 % de la quantité de solvants utilisés, pour une consommation en solvants ≤ 25 t/an
Impression HD (article 30-19° de l'AM du 02/02/98)	Émissions canalisées de COV	VLEc = 75 mg/m ³
	Émissions diffuses de COV	VLEd < 25 % de la quantité de solvants utilisés, pour une consommation en solvants ≤ 25 t/an

c : canalisé d : diffus

Article 6 : Substitution des solvants à mention de danger

Sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant substitue le solvant à mention de danger H360D (phase de risque R61) utilisé dans le cadre des opérations de nettoyage sur la ligne HD, par un produit répondant aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-APC-116-IC en date du 19 août 2009.

Article 7 : Déchets

Les dispositions concernant la limitation des déchets de l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-APC-116-IC en date du 19 août 2009 sont abrogées.

Article 8 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 9 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 10 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile de la Marne, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, au Service départemental d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société FORBO SARLINO dont le siège social est situé 63, rue Gosset – B.P. 62717 – 51055 REIMS Cedex.

Monsieur le Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera

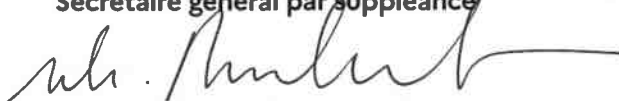
conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

17 FEV. 2026

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de cabinet,
Secrétaire général par suppléance**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Th. Montbabut', with a long horizontal stroke extending to the right.

Thomas MONTBABUT